



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

***LE DÉVELOPPEMENT DE L'ISLAM
FONDAMENTALISTE EN FRANCE :***

***ASPECTS SÉCURITAIRES,
ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX***

Rapport de recherche n° 1 - Septembre 2005

17 Square Edouard VII, 75009 Paris - France

Tél. : 33 1 53 43 92 44 Fax : 33 1 53 43 92 92 www.cf2r.org

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIRET n° 453 441 602 000 19

**LE DÉVELOPPEMENT DE L'ISLAM
FONDAMENTALISTE EN FRANCE :**

**ASPECTS SÉCURITAIRES,
ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX**

Eric Denécé

Rapport de recherche n° 1 - Septembre 2005

PRÉSENTATION DU CF2R

Fondé en 2000, le CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) est une organisation non gouvernementale, indépendante, régie par loi de 1901, spécialisée sur l'étude de l'ensemble des domaines historiques, techniques et politiques du renseignement. Autour de ces thèmes, le CF2R développe :

- des activités de réflexion et de recherche, réservées à ses seuls membres actifs (dîners-débats, groupes de travail) ;
- des actions de sensibilisation à l'intention de la presse, des parlementaires, des universités et des décideurs économiques ;
- des publications, pour l'information du grand public,
- des études et des formations, à la demande de clients divers.

Dans cette perspective, le CF2R est structuré en plusieurs commissions :

- Histoire du renseignement,
- Fonctionnement du renseignement,
- Renseignement technique et nouvelles technologies,
- Opérations spéciales,
- Actions psychologiques et désinformation,
- Privatisation des activités de défense et mercenariat,
- Intelligence économique et influence,
- Drogue, criminalité et mafias,
- Terrorisme et islamisme.

En parallèle, le CF2R réalise des études à caractère régional afin de suivre un certain nombre d'évolutions géopolitiques.

Le CF2R dispose d'une trentaine de chercheurs associés. Tous sont experts en leur domaine et disposent à la fois de compétences académiques reconnues et d'une véritable expérience de terrain. Ils interviennent à la demande, en fonction de leurs spécialités, de leurs disponibilités, des projets considérés et du degré de confidentialité requis.

Les publications du CF2R comprennent :

- des rapports de recherche et des notes d'actualité rédigés régulièrement par ses experts,
- la revue quadrimestrielle *Renseignement et opérations spéciales* (180 pages) (éditions L'Harmattan),
- le bulletin électronique hebdomadaire *Renseignor* (Renseignement ouvert par l'écoute des programmes radiophoniques étrangers en langue française),
- la lettre mensuelle *Intelligence et Stratégie* (8 pages),
- la collection *Culture du renseignement* (éditions L'Harmattan),
- ainsi que divers ouvrages collectifs (éditions Ellipses).

Enfin le CF2R développe des partenariats avec des centres de recherches français et étrangers, ainsi qu'avec le projet SPYLAND (parc d'attractions consacré au monde du renseignement).

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Eric Denécé est directeur Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et de la revue *Renseignement et opérations spéciales* (éditions L'Harmattan) et docteur ès science politique.

Il a commencé sa carrière comme analyste à la direction de l'Evaluation et de la Documentation Stratégique du Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN). Il rejoint ensuite l'industrie d'armement (Matra Défense, Défense Conseil International), avant de fonder son propre cabinet d'intelligence économique et de gestion des risques, ce qui l'a amené à intervenir, pendant plus de dix ans, au profit d'entreprises françaises et européennes, en Europe et en Asie.

E. Denécé a notamment opéré au Cambodge, aux côtés de la résistance anticommuniste, et en Birmanie, pour la protection des intérêts de Total contre la guérilla locale. Parallèlement, il a été consultant pour le ministère de la Défense concernant l'avenir des forces spéciales.

Il est l'auteur d'une centaine d'articles, d'une dizaine de travaux de recherche - qui lui ont valu d'être lauréat du Prix 1996 de la Fondation pour les Etudes de Défense (FED) - et de huit ouvrages consacrés à l'intelligence économique, au renseignement et aux opérations spéciales.

E. Denécé enseigne les questions relatives au renseignement, au terrorisme et à l'intelligence économique dans plusieurs écoles militaires, universités et business schools, françaises et étrangères.

Enfin, il est président du Comité d'éthique de SPYLAND, parc d'attractions consacré au monde des agents secrets, qui verra le jour en 2007 à Dubaï (Emirats arabes unis) et en 2008 à Valence (Drôme).

RÉSUMÉ

Sur les 15 millions de Musulmans recensés en Europe de l'Ouest, plus de 5 millions sont installés en France qui est l'Etat occidental comptant la plus forte proportion de Musulmans au sein de sa population.

Depuis le début des années 2000, le phénomène islamiste ne cesse de croître, essentiellement concentré dans les banlieues des grandes agglomérations. Les extrémistes sont devenus des acteurs majeurs des zones sensibles et les signes de progression de l'islam radical s'observent chaque jour. Le ministère de l'Intérieur évalue à 50 000 le nombre de nouveaux convertis dans notre pays en quelques années. Dans les mosquées fondamentalistes, l'islam est inculqué aux populations par des prédicateurs radicaux, souvent étrangers, qui tiennent un discours de rupture vis-à-vis des institutions républicaines et prêchent un racisme antifrançais. Les islamistes se consacrent à la remise en cause des lois et coutumes de la société française pour y substituer leurs pratiques traditionnelles, en totale opposition avec nos institutions démocratiques et laïques. Malgré la faible proportion d'islamistes parmi la communauté musulmane française, leur activisme virulent est d'autant plus préoccupant qu'il n'y a pas de frontière étanche entre l'islam fondamentaliste et le terrorisme.

Or, la lutte contre le terrorisme islamiste, consécutive aux attentats du 11 septembre 2001 et à la campagne d'Afghanistan, a révélé l'existence de filières de recrutement djihadistes sur notre territoire, à Paris comme en province. Ainsi, nos banlieues sont des viviers de recrutement, depuis lesquelles plusieurs centaines de jeunes Français musulmans se sont déjà rendus en Bosnie, en Tchétchénie, en Afghanistan ou en Irak, combattre aux côtés des moudjahidines et y recevoir une formation terroriste. Les motivations de ces départs relèvent à la fois du contexte sociologique spécifique de la troisième génération d'immigrés, du manque de repères de la partie la plus déshéritée de la jeunesse française - pour laquelle le passage par les camps du djihad semble donner un sens à l'existence - et de la situation au Moyen-Orient, où le conflit israélo-palestinien et l'occupation de l'Irak renforcent la victimisation des islamistes radicaux.

Mais les effets de l'islamisme ne concernent pas seulement la sécurité intérieure ; ils touchent aussi la sphère économique et les activités de certaines entreprises. La pression islamiste s'exerce dans les entreprises, principalement selon deux modalités : le prosélytisme militant et contestataire et le développement de trafics susceptibles d'alimenter la cause du djihad. Cette poussée fondamentaliste dans les entreprises impacte sur certaines activités économiques, notamment en générant de nouveaux risques sectaires et criminels, propres aux zones de consommation urbaines et périurbaines dans lesquelles elles sont implantées. Cela n'exclut nullement l'hypothèse d'attentats contre les acteurs économiques.

EXECUTIVE SUMMARY

RADICAL ISLAMISM'S DEVELOPMENT IN FRANCE SECURITY, SOCIAL AND ECONOMIC CONSEQUENCES

Among the 15 million Muslims registered in Western Europe, more than 5 million are established in France, our country being the western state that counts within its population the highest proportion of Muslims.

Since the beginning of the 2000s, the Islamist phenomenon has continually grown, mainly concentrated in the suburban areas. Extremists have become key-players in sensitive areas and spreading signals of radical Islam are everyday more noticeable. Home Office believes that in only a few years, there has been 50 000 new converts in our country.

In fundamentalist mosques, Islam is taught to populations by radical preachers, often foreigners, who strongly criticize republican institutions and preach an anti-French racism. Islamists are devoted to question French society's laws and habits in order to substitute their traditional practices to the latter, thus disrupting our democratic and lay institutions. Despite the small proportion of Islamists within the French Muslim community, their virulent activism is moreover preoccupying that there is no frontier between fundamentalist Islam and terrorism.

War against Islamist terrorism, consecutive to 9-11 attacks and Afghanistan campaign, has revealed the existence of jihadist recruitment networks on our territory, in Paris as much as in province. Therefore, our suburban areas have become recruitment fishponds, from which hundreds of young French Muslims have already left to Bosnia, Chechnya, Afghanistan or Iraq to fight side by side with mudjahideen and receive a terrorist training. These departures have been as much motivated by the specific sociological context of the immigrated third generation - to which a transit through jihadist camps seem to give a meaning to existence - as by the situation in the Middle East, where the Israeli-Palestinian conflict and Iraq occupation enforce the radical Islamists' victimization.

But Islamism's spin-offs do not only concern inland security; they also have an incidence on the economic sphere and certain companies' activities. Islamist pressure takes place in companies, mainly according to two methods : to convert other employees to a contentious islam and to develop smuggles keen to support the djihad cause. This fundamentalist breakthrough in companies impacts on certain economic activities, notably by generating new sectarian and criminal risks, specific to urban consumption areas in which they are established. This does not exclude any attack assumption against economic players.

PRÉAMBULE

Depuis le début des années 2000, le phénomène islamiste ne cesse de croître en France. Parce qu'il se produit simultanément avec une vague d'actes terroristes sans précédent à travers le monde, il est perçu comme l'un des dangers majeurs par les autorités et l'opinion publique. Le 27 septembre 2005, les services de police ont démantelé à Trappes (Yvelines) et Evreux (Eure), dans deux cités sensibles, une cellule islamiste préparant des attentats dans le métro parisien, contre un aéroport de la capitale et contre le siège de la DST. Le 3 octobre, une opération similaire a été conduite à Montargis (Loiret). Mais le danger islamiste ne concerne pas seulement la sécurité intérieure ; il touche aussi la société française et, peu à peu, la sphère économique et les activités de certaines entreprises.

Dans cette perspective, diverses entreprises partenaires du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) ont souhaité disposer d'une étude sur la montée de l'islamisme radical au sein de la société française et de ses banlieues, afin de mieux comprendre ce phénomène et ses impacts possibles sur leurs activités. Ce rapport est une version révisée de l'étude réalisée à leur intention. Il a donc pour objectif premier d'éclairer des acteurs économiques implantés à proximité de quartiers sensibles et employant beaucoup de jeunes issus de ces banlieues « à risque », afin de mieux les préparer à l'évolution de leur environnement sociologique et sécuritaire.

Une bonne appréhension du phénomène islamiste en France doit prendre en compte les trois volets complémentaires des banlieues, du terrorisme et de l'entreprise. C'est pourquoi, en premier lieu, ce rapport aborde **la montée en puissance de l'islam radical** dans les quartiers sensibles, en considérant successivement la ghettoïsation des banlieues, les progrès du fondamentalisme et la multiplication des comportements anti-républicains ; sans omettre de proposer quelques explications sur les racines de ce phénomène sociologique sans précédent. En second lieu, ce rapport étudie **l'islam terroriste en France**, en décrivant le processus et les modalités d'adhésion à la cause djihadiste, en présentant divers profils d'islamistes français engagés dans les activités terroristes, ainsi que le témoignage d'un jeune rentré de cette « aventure ». Enfin, il étudie comment **la poussée de l'islamisme dans les entreprises** impacte sur certaines activités économiques, notamment en générant de nouveaux risques, terroristes, bien sûr, mais aussi sectaires et criminels, propres aux zones de consommation urbaines et périurbaines dans lesquelles elles sont implantées.

Les éléments ayant permis de rédiger ce dossier proviennent en grande majorité d'entretiens (policiers, cadres d'entreprises, élus locaux, spécialistes de l'islam), d'enquêtes de terrain et de « sources ouvertes » librement accessibles (presse, rapports, publications récentes). Afin de faciliter la compréhension, nous faisons figurer en fin d'étude, un court glossaire qui explicite certains des thèmes relatifs à l'islam employés dans les pages qui suivent.

SOMMAIRE

LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ISLAM RADICAL DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES	7
La ghettoïsation progressive des banlieues	7
Les progrès du fondamentalisme religieux.....	8
L'accroissement des comportements anti-républicains	10
La timide réaction des autorités.....	11
Un problème sociologique complexe	12
L'ISLAM TERRORISTE EN FRANCE.....	15
L'adhésion de Français à la cause terroriste	15
L'intégration dans les circuits du djihad	16
<i>La filière irakienne</i>	18
Le profil psychologique des terroristes	19
<i>Pierre Richard Robert</i>	19
<i>Willie Virgile Brigitte</i>	19
Témoignage d'un Français d'Al-Qaeda.....	20
LA POUSSÉE ISLAMISTE DANS LES ENTREPRISES	24
Du prosélytisme aux tentatives de prise de contrôle	24
Des micro-trafics au gangsterrorisme : les dérives de type criminel	26
<i>L'opacité de la filière halal</i>	27
<i>Une contribution ponctuelle au financement du djihad</i>	28
Les risques d'attentat	28
ENSEIGNEMENTS.....	30
GLOSSAIRE.....	32

LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ISLAM RADICAL DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES

Sur les 15 millions de Musulmans recensés en Europe de l'Ouest, plus de 5 millions sont installés en France. Notre pays est ainsi l'Etat occidental comptant la plus forte proportion de Musulmans au sein de la population totale (entre 8% et 10% selon les estimations). L'islam est devenu, depuis deux décennies, la seconde religion pratiquée en France, derrière le catholicisme et devant le protestantisme et le judaïsme.

Les Musulmans de France sont essentiellement issus des trois pays de l'ex-Afrique du Nord française (Maroc, Algérie, Tunisie) et dans une moindre mesure des pays de l'Afrique subsaharienne, des Comores, de Turquie et du Moyen-Orient. Les pratiques culturelles de l'islam français se différencient de celles de l'islam de Grande-Bretagne, originaire du Moyen-Orient, et de celui d'Allemagne, d'influence turque. Ces nuances n'existent cependant pas pour les formes les plus intégristes de la religion du Prophète.

La nécessité de disposer d'une main d'œuvre à bas coût pour soutenir la croissance au cours des « trente glorieuses » a conduit les autorités françaises à faire appel à ces populations avec lesquelles des liens historiques existaient depuis la colonisation du Maghreb à la fin du XIXe siècle. Puis, le regroupement familial, autorisé au cours de la seconde moitié des années 1970, et la montée en puissance de l'immigration clandestine, à partir des années 1980, ont produit ce résultat de plus de 5 millions de Français - mais aussi d'étrangers - musulmans.

Travailleurs immigrés, légaux ou clandestins, se sont ainsi établis momentanément puis durablement en France pour des raisons économiques. Ils se sont installés dans les banlieues des grands centres urbains où ils ont logiquement et légitimement reproduit leurs lieux de cultes et une partie de leurs modes de vie traditionnels. Pendant près d'un demi-siècle, aucun problème de coexistence n'est apparu. Toutefois, l'accroissement régulier de la proportion des Musulmans en France et la montée en puissance de l'islam radical dans le monde ont peu à peu changé la donne.

La ghettoïsation progressive des banlieues

Selon un rapport de la Direction centrale des Renseignements généraux (DCRG)¹, remis début juin 2004 au ministre de l'Intérieur de l'époque, Dominique de Villepin, des centaines de quartiers sensibles présentent des signes inquiétants de repli communautaire aggravé, notamment sous l'influence de la montée en puissance de l'islam radical.

Huit critères ont été retenus par les RG pour définir les quartiers sensibles :

- un nombre important de familles d'origine immigrée, pratiquant parfois la polygamie ;
- un fort tissu associatif communautaire ;

¹ Piotr Smolar et Philippe Bernard, « Le rapport alarmant des RG sur les ghettos urbains », *Le Monde*, mardi 6 juillet 2004, p. 8.

- la présence de commerces ethniques ;
- la multiplication des lieux de culte musulmans ;
- le port d'habits orientaux et religieux ;
- les graffitis antisémites et anti-occidentaux ;
- l'existence, au sein des écoles, de classes regroupant des nouveaux arrivants ne parlant pas français ;
- la difficulté à maintenir la présence de Français d'origine.

Sur les 630 quartiers sensibles que surveillent les RG, la moitié serait ghettoïsés ou en voie de l'être. Cela concerne approximativement 1,8 million d'habitants des zones urbaines et périurbaines. Toutes les régions sont concernées par ce phénomène. A titre d'exemple, l'agglomération de Blois (Loir et Cher, 54 000 habitants), a priori modeste préfecture de la vallée de la Loire, compte une ZUP de 18 000 âmes, dans laquelle les forces de l'ordre ont de grandes difficultés à intervenir.

La caractéristique majeure de ces quartiers est : la violence, le non-respect de l'ordre républicain, le cumul de handicaps sociaux et culturels et la montée en puissance de l'islam radical. Les populations qui y vivent conservent les pratiques culturelles et les modes de vie traditionnels de leurs pays d'origine. Cela se traduit dans les faits par une forte endogamie, une pratique non négligeable de la polygamie, la connexion à des programmes de radio et de télévision étrangers, par l'émergence de modes de régulation sociale des conflits parallèles aux institutions et par une vie associative repliée, organisée en fonction de l'origine des immigrés.

Dans ces quartiers, on observe une perte de clientèle "européenne" dans les hypermarchés particulièrement fréquentés par des consommateurs musulmans portant le voile ou d'autres signes extérieurs religieux. Il y a souvent fermeture des commerces de proximité, soit parce qu'ils ne correspondent plus au marché local soit sous la pression ou la menace islamiste. A Evry, la volonté des gérants d'un Franprix de ne plus vendre ni porc ni alcool avait provoqué, en 2002, la colère du maire qui dénonçait la ghettoïsation du quartier¹. La construction de nouvelles mosquées de grande taille - comme celle de Massy, en Essonne - regroupant plusieurs anciens édifices culturels vétustes, risque fort d'accroître cette tendance. Les immigrés qui sont en voie d'intégration cherchent à quitter au plus vite ces quartiers sensibles.

Cette préoccupante dérive communautariste est aggravée par la récente montée en puissance d'un islam radical qui prospère dans ce contexte favorable.

Les progrès du fondamentalisme religieux

Les religieux extrémistes sont devenus des acteurs majeurs des zones sensibles et leur prosélytisme intégriste porte peu à peu ses fruits. Les signes de progression de l'islam radical se mesurent principalement au port d'habits religieux et à la différence croissante entre les modes de vie des hommes et des femmes dans ces quartiers. Les services du ministère de l'Intérieur évaluent de 30 000 à 50 000, le nombre de nouveaux convertis dans notre pays en quelques années, notamment parmi les jeunes. Les Français convertis sont souvent les plus virulents, qu'il s'agisse des hommes épousant des femmes musulmanes et leur imposant un port strict du voile - pour montrer leur bonne application des "principes" de l'islam - ou des épouses françaises d'islamistes originaires d'Afrique du Nord. Selon un autre rapport des Renseignements généraux du 5 août 2003², les convertis à l'islam dans le

¹ Dominique Chapuis, « Les zones d'ombre de la filière halal », *Les Echos*, 11 et 12 février 2005.

² Jean-Marc Leclerc, "Le rapport des RG sur les convertis à l'Islam", *Le Figaro*, mardi 7 octobre 2003, p.

département de l'Essonne représentent "un phénomène préoccupant et en pleine expansion". Ces conversions sont notamment dues à la forte implantation, dans ce département, du mouvement *Tabligh*, une organisation piétiste indo-pakistanaise¹. Or, dès 1995, les RG considéraient que le *Tabligh* constituait l'organisation d'où émergeait, depuis une dizaine d'années déjà, la plupart des responsables de l'islam radical en France².

Les imams intégristes sont pour la plupart de nationalité étrangère, souvent en situation irrégulière et ne parlent pas - ou à peine - le français³. Pourtant, ce sont eux qui détiennent aujourd'hui la véritable influence et non pas les institutions musulmanes de France ou la mosquée de Paris, lesquelles n'ont qu'un « contrôle » partiel sur leurs coreligionnaires.

Un facteur-clé de la progression de l'islam radical est la télévision. La diffusion de certains programmes télévisuels, ainsi que la distribution de cassettes vidéos et la multiplication de sites internet, jouent un rôle clé dans l'islamisation. En effet, une proportion croissante de Musulmans, travaillés par les intégristes, écoute, depuis nos banlieues, les prêches fondamentalistes émis depuis le Yémen, le Soudan, le Pakistan et l'Arabie saoudite. Et de plus en plus fréquemment, les islamistes radicaux cherchent à évincer les imams officiels des mosquées. On constate, depuis dix ans, l'essor des chaînes de télévision par satellite extra-européennes captées au moyen d'antennes paraboliques, implantées sur les toits et les balcons de nos banlieues, dont Al-Jazira, Al-Arabiya ou Al-Manar sont les plus connues. Plus de 10 millions de personnes y ont accès en France, plus de 100 millions en Europe. Certaines populations immigrées ont ainsi trouvé un moyen de rester en contact avec leurs communautés d'origine, en particulier de conserver des attaches linguistiques et culturelles⁴.

Ce phénomène crée de véritables espaces politiques et religieux virtuels, dont les ressortissants, quoique présents sur notre sol, sont davantage en communion et en communication avec des valeurs et des interlocuteurs basés à l'étranger⁵. Ainsi, dans nos banlieues, l'islam fondamentaliste se nourrit à la fois des frustrations locales et de l'actualité internationale (intifada palestinienne, exemple de Ben Laden, intervention américaine en Irak, etc.). Des responsables de lycées parisiens à forte proportion d'immigrés révèlent "nous vivons au rythme des événements du Moyen-Orient"⁶.

Or, certains programmes TV tiennent des discours opposés aux idées démocratiques ou de tolérance qui fondent notre système. C'est le cas de la chaîne du Hezbollah, diffusée un temps en France. Elle faisait à la fois du prosélytisme religieux - diffusant à longueur de

12.

¹ Selon, les RG, il y a 1 534 mosquées et salles de prière en France. Le *Tabligh* contrôle 163 lieux de culte, ce qui en fait la seconde mouvance derrière l'UOIF. Une douzaine de mosquées salafistes supplémentaires ont vu le jour à Paris en 2004. On en compte désormais 32 contre 20 recensées en 2003 (Christophe Deloire et Christophe Dubois, *Les islamistes sont déjà là. Enquête sur une guerre secrète*, Albin Michel, 2004, pp. 43 et 314).

² Ch. Deloire et Ch. Dubois, *op.cit.*, p. 40.

³ Sur les 800 à 900 imams officiant en France - dont la moitié en région parisienne - moins de 10% ont la nationalité française (Ch. Deloire et Ch. Dubois, *op.cit.*, p. 87).

⁴ Mahor Chiche et Michaël Chetrit, "Repenser la lutte antiterroriste", *Le Figaro*, Débats et opinions, lundi 25 juillet 2005, p. 12.

⁵ Il y a quelques années, Thierry Breton, actuel ministre de l'Economie et des finances, a publié un roman prémonitoire sur ce phénomène des communautés virtuelles (*Vatican III*, Robert Laffont, Paris 1985).

⁶ Ch. Deloire et Ch. Dubois, *op.cit.*, p. 55.

journées des sourates du Coran - et tenait des propos ouvertement antisémites. Beaucoup de Musulmans radicaux, par rejet de la télévision occidentale, voient leurs sources d'informations réduites à ces seuls outils de propagande. Lorsqu'on sait que les Français regardent la télévision en moyenne trois heures par jour, cela permet de saisir l'énorme pouvoir d'influence que peuvent avoir ces chaînes de télévision¹. C'est également le cas des sites internet islamistes hébergés hors de France, sur lesquels aucun contrôle n'est possible. Une frange de notre jeunesse se laisse ainsi séduire par les sirènes d'une idéologie dont les buts sont ouvertement opposés aux valeurs de notre société démocratique.

L'accroissement des comportements anti-républicains

Dans les mosquées fondamentalistes, l'islam est inculqué aux populations par des prédicateurs radicaux qui tiennent un discours de rupture vis-à-vis des institutions républicaines et prêchent un racisme antifrçais exacerbé et un antisémitisme obsessionnel.

Les manifestations de ce militantisme actif se font sentir à de nombreux niveaux de la vie quotidienne. L'école est devenue le lieu d'une radicalisation des pratiques religieuses (ramadan, interdits alimentaires) et d'une remise en question de l'enseignement de certaines matières (histoire, sciences naturelles, mixité dans le sport). Dans les cités, les jeunes filles subissent des pressions constantes pour porter le voile et l'on constate une dégradation du statut des femmes vivant à l'européenne, qui sont régulièrement victimes d'injures et de violence.

Le milieu hospitalier est de plus en plus fréquemment le théâtre de revendications et de comportements nouveaux : couloirs transformés en lieux de prière, internes voilées, psychiatre étranger consultant, dans le sud de la France, avec le Coran sur la table, etc. Certains soignants s'absentent régulièrement pour aller prier, réclament de porter le voile, s'interdisent de travailler avec un collègue de l'autre sexe dans l'intimité d'une chambre, etc. Sous la pression de maris intégristes, les femmes demandent à être auscultées par des personnels féminins et refusent la consultation avec les hommes, y compris aux urgences ; certaines vont même jusqu'à accoucher en *burqa*. Un chef de clinique a été agressé au couteau par un homme d'origine africaine déchaîné à l'idée qu'un médecin touche sa femme².

Le phénomène s'observe jusque dans le milieu carcéral. Sous couvert de religion, certains détenus musulmans refusent toute autorité de la part du personnel féminin de l'administration pénitentiaire. Près d'une centaine de détenus, notamment les condamnés pour terrorisme, disséminés dans plusieurs prisons différentes, alimentent la contestation. Selon les RG, la promiscuité entre jeunes détenus de droit commun et islamistes convaincus se livrant au prosélytisme constitue une bombe à retardement car elle renforce la collusion entre le monde du crime et les islamistes.

Par ailleurs, certains islamistes n'hésitent pas à clamer que leur poids démographique les mettra tôt ou tard en mesure d'emporter des élections municipales dans certaines communes. Alors, ils seront libres d'imposer la *Charia* dans les municipalités sous leur contrôle. Derrière ces provocations verbales existe une véritable volonté de remettre en question les valeurs de notre société.

L'affaire du voile à l'école en a été l'illustration. Elle a culminé en décembre 2003, au moment de la remise du rapport de la Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République, présidée par Bernard Stasi. La loi qui en a découlé, publiée en

¹ M. Chiche et M. Chetrit, *op. cit.*

² « L'hôpital face aux religions », *L'Express*, 13 septembre 2004, pp. 79 et suivantes.

mars 2004, a provoqué des réactions dans tout le monde musulman. Selon Tariq Ramadan, dont les avis sont très écoutés dans la communauté musulmane, un croyant doit respecter les lois de son pays d'accueil tant que ce cadre ne s'oppose pas à un principe islamique. Dans une de ses cassettes¹, il insiste : "Tout ce qui dans la culture dans laquelle nous vivons ne s'oppose pas à l'islam, on peut le prendre". Ce qui exclut le reste. Il est également très clair sur le fait que "les Musulmans doivent militer pour faire évoluer la laïcité de façon à ce qu'elle coïncide avec leur vision fondamentaliste et politique de l'islam"².

Or, en France, depuis 1905³, les lois de la République sont supérieures aux pratiques culturelles et religieuses. La laïcité ne signifie pas le déni de la religion. La loi républicaine permet à la religion de demeurer dans la sphère privée, rendant ainsi possible la cohabitation pacifique et harmonieuse des différents cultes et offrant la possibilité de croire ou de ne pas croire. Elle assure la paix religieuse et la liberté de culte dans les limites de la loi.

La timide réaction des autorités

Face à cette progression significative de l'islam radical et au discours anti-républicain qu'il véhicule, le ministère de l'Intérieur a accru sa surveillance des milieux fondamentalistes et les autorités ont été amenées à réagir devant des actes et des comportements qui sont en contravention totale avec nos lois.

Début décembre 2003, à Fontenay-aux-Roses et à Antony (Hauts-de-Seine), deux associations musulmanes s'occupant d'enfants en bas âge ont été fermées en raison de leur proximité avec les milieux islamistes. Des cours d'arabe et de Coran étaient dispensés à des enfants de 4 à 6 ans par des prédicateurs notoirement salafistes. En janvier 2004, il en a été de même à Argenteuil (Val d'Oise). Mais surtout, plusieurs imams ont été pris en flagrant délit de diatribe anti-occidentale en régions parisienne et lyonnaise.

En réaction, depuis le début de l'année 2004, sept prédicateurs radicaux⁴ ont été l'objet d'arrêtés d'expulsion⁵ :

- deux imams turcs appartenant au mouvement extrémiste *Kaplan*, ont été expulsés le 6 janvier pour « propos antisémites et anti-occidentaux » ;
- Abdelkader Yahia Cherif, Algérien de 35 ans prêchant à Brest, a été expulsé le 14 avril 2004 en raison de son « prosélytisme en faveur d'un islam radical » et de ses « relations actives avec la mouvance islamiste prônant des actes terroristes » ;
- Chellali Benchellali, père d'un des détenus français libéré de Guantanamo arrêté en Afghanistan, a été mis en examen, écroué et est en attente d'expulsion pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » ;
- Abdelkader Bouziane, l'imam de Vénissieux a été expulsé le 20 avril 2004 pour « complicité d'apologie de crime et provocation directe non suivie d'effet à porter atteinte

¹ *Vivre en Occident : les cinq fondements de notre présence*, Partie II, QA 40, Tawhid (Claire Chartier, "L'homme qui veut instaurer l'islamisme en France", *L'Express*, 18 octobre 2004, p. 28).

² *Cassette Islam et laïcité : compréhension et dialogue*, QA 18, Tawhid (C. Chartier, *ibid.*).

³ Loi Combes sur la séparation de l'église et de l'Etat.

⁴ Xavier Ternisien, « L'ordonnance de 1945, fondement contesté des expulsions d'imams », *Le Monde*, 21 août 2004, p. 5.

⁵ Dans sa lutte contre l'islamisme radical, la France dispose d'une arme juridique critiquée par les défenseurs des libertés : l'article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, qui prévoit l'expulsion « en urgence absolue » d'étrangers lorsqu'elle est justifiée par la sûreté publique ou celle de l'Etat. Modifié en 2003, ce texte a servi de base aux récentes expulsions d'imams radicaux.

à l'intégrité d'une personne » ; il a également défendu la polygamie dans une interview à un quotidien lyonnais. Mais il a pu revenir en France suite à l'action de son avocat. Il est considéré par les RG comme le chef spirituel des groupes salafistes en France ;

- Ali Yashar, irakien, imam de la mosquée d'Argenteuil, est considéré par les RG comme l'un des principaux propagandistes de la doctrine salafiste en Ile de France. Ecroué depuis le 10 mai 2004, il est en attente d'expulsion ;
- Midhat Güler, responsable du mouvement extrémiste turc *Kaplan* en France, a été expulsé le 19 mai 2004 pour « incitation à la haine de l'Occident dans les sermons et glorification du djihad ».

Mais les autorités, dans un souci légitime d'évitement des tensions intercommunautaires, font généralement preuve d'une retenue étonnante dans l'application des lois républicaines. Selon un fonctionnaire de la préfecture de police, *"il y a un fossé entre la loi et la gestion des situations au quotidien (...) il est difficile de demander à une femme d'enlever son voile lors d'un contrôle d'identité"*¹. Pourtant, nos voisins belges, dont les lois antiterroristes sont moins abouties que les nôtres, n'ont pas hésité à imposer la nécessité de faire voir son visage lors de contrôles d'identité. Jean Chabrol, le directeur départemental de la Sécurité publique des Yvelines, craint *"qu'un fonctionnaire de police refusant de prendre la plainte d'une femme voilée ne soit pas soutenu par la hiérarchie"*².

Un cas est particulièrement symptomatique : celui d'une jeune femme originaire d'Afrique du Nord, gardien de la paix au 2^e district de la division de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris. Le 25 août 2004, elle refuse, pour des raisons religieuses, d'enlever le voile qu'elle porte sous sa casquette. Le lendemain, pour les mêmes motifs, elle ne veut plus serrer les mains de ses collègues masculins et refuse également de porter bâton et menottes. Cette affaire est remontée jusqu'au préfet de police de Paris, là où une simple sanction disciplinaire du chef de service aurait suffi pour tout autre fonctionnaire.

Un problème sociologique complexe

Si la France compte plus de 5 millions de Musulmans, l'immense majorité d'entre eux sont des citoyens paisibles. La proportion d'islamistes radicaux ne représente que 5 à 10% de cette communauté, soit 300 000 à 500 000 personnes (0,5% à 1% de la population totale). Mais leur activisme est intense.

La ghettoïsation des banlieues et la montée en puissance de l'islam intégriste dans les quartiers sensibles, essentiellement peuplés de populations immigrées, sont symptomatiques du malaise profond des communautés musulmanes de France, tout particulièrement des jeunes hommes de la troisième génération de l'immigration, en échec d'intégration. Nous sommes ainsi confrontés à un problème sociologique profond au carrefour de quatre problématiques : celle de la jeunesse, celle des banlieues, celle de l'intégration des immigrés et celle de l'islam.

La première génération, arrivée au cours des années 1960 (les grands-pères), venait en France chercher du travail, sans objectif prémédité de s'installer durablement en métropole. Certains s'y implantèrent finalement. Dès lors, la finalité pour la seconde génération (les pères) était l'intégration complète dans la société française. Ils n'ont donc pas cherché à transmettre à leurs enfants le patrimoine culturel de leur pays d'origine - au-delà d'une tradition familiale - se voulant désormais citoyens français. Soucieux de s'intégrer

¹ *Le Parisien*, 16 juin 2005, supplément Hauts de Seine, page 1.

² *Ibid.*

dans la nation, ils ont élevé leurs enfants dans une logique française. Mais aujourd'hui, la troisième génération constate l'échec relatif de la tentative d'intégration de la précédente, tout en n'ayant elle-même que très peu de perspectives. Ils reprochent à leurs parents et à leurs grands-parents de s'être trompés quant à leurs chances de réussite en France. Aussi, ces « fils » se retournent-ils vers leur autre culture grâce à laquelle ils espèrent retrouver une identité qui ne leur semble pas possible d'acquérir en France. Mais ils n'ont aucune notion réelle de cet héritage patrimonial car ni leurs pères ni leurs grands-pères n'ont jugé utile de le leur transmettre. Ils sont donc doublement déphasés. Il y a ainsi un phénomène de rupture entre les générations d'immigrés, les jeunes se sentant doublement floués de n'être pas intégrés dans la société française et de n'avoir pas reçu l'héritage culturel du pays d'origine de leurs ascendants. Une partie importante d'entre eux se replie, avec beaucoup de passion et d'excès, sur les valeurs islamiques, perçues comme un retour aux sources. Cela explique en partie que les plus virulents d'entre eux, dans cette quête de leur identité d'origine, adoptent des comportements religieux bien plus intégristes que ceux de leurs parents.

Par ailleurs - et dans la même logique - derrière la volonté d'imposer le port du foulard aux femmes, s'exprime un phénomène de réappropriation de la virilité des jeunes d'origine nord-africaine. En effet, leurs sœurs et leurs femmes s'intègrent beaucoup mieux qu'eux dans la société française : par le biais des études supérieures qu'elles réussissent, par le biais de mariages mixtes, par l'adoption d'une féminité occidentale, etc. Les jeunes hommes qui n'arrivent pas à ce résultat souhaitent notamment remettre les femmes "à leur place" et prendre une revanche ; d'où le rôle emblématique du foulard et l'écho que reçoivent les prêches intégristes sur le rôle de la femme dans la société islamique.

A travers l'adhésion à l'islam radical - jusque dans ses manifestations djihadistes - il y a aussi une forme de romantisme révolutionnaire. Quelle que soit la raison de leur non-intégration, les jeunes des banlieues sont assoiffés d'aventure virile comme on peut logiquement l'être à la sortie de l'adolescence. Une partie des activistes parvenus jusqu'en Afghanistan, répond à ce type de logique. A l'origine, jusqu'au 11 septembre 2001, l'islam et le djihad n'étaient pas en contravention avec les lois françaises. Certains jeunes partaient s'entraîner puis se battre contre les Soviétiques en Afghanistan, c'est-à-dire contre l'ennemi de l'Occident, soutenus par les Etats-Unis. Puis les conflits en ex-Yougoslavie et en Tchétchénie ont été de nouveaux « terrains de jeux ». Pour beaucoup, le recrutement par les imams était le début de l'aventure : on leur remettait de faux papiers, de l'argent liquide, des ordres et des courriers à transmettre. Ils partaient à Londres rencontrer d'autres Musulmans et avaient parfois des contacts clandestins. C'était la grande aventure, comme beaucoup de jeunes gens rêvent de la vivre. Il faut considérer à ce titre que la suppression du service militaire a eu un effet négatif. Par le passé, nombre de jeunes Français près de sombrer dans la délinquance ont trouvé les valeurs qui leur manquaient après un séjour exigeant sous les drapeaux, dans un régiment parachutiste ou d'infanterie de marine. Les jeunes des banlieues d'aujourd'hui s'inscrivent pleinement dans un tel phénomène.

Enfin, il y a l'impact du décalage entre les rêves des jeunes et la réalité, conséquence directe de la facilité dans laquelle les nouvelles générations ont été élevées. Si l'on excepte le sport et les médias, qui peuvent permettre aux plus doués de connaître une réussite fulgurante en quelques années¹, force est de constater qu'il y a un fossé énorme entre ce dont ces jeunes rêvent et ce qu'ils peuvent effectivement réaliser. Le travail n'est pas pour eux une valeur, d'autant que leur absence de diplôme les conduira vers des postes sans attrait, faiblement rémunérés. Ce n'est donc pas en travaillant qu'ils réaliseront leurs rêves. La

¹ A l'image de Zinédine Zidane, originaire de Marseille-Nord, et de Djamel Debbouze, originaire de Trappes.

délinquance, puis la criminalité sous toutes ses formes, sont des activités plus prometteuses à leurs yeux. Cette « entrée » dans l'illégalité n'est guère combattue par les parents qui n'ont sur leurs fils qu'une influence limitée, en raison du divorce intra-générationnel évoqué plus haut. Il y a donc une alliance objective - quoique non systématique - entre les délinquants et les « barbus » pour faire des banlieues sensibles des zones de non-droit dans lesquelles la police ait le plus grand mal à pénétrer. A l'écart de l'ordre républicain, l'islamisme radical et la criminalité peuvent ainsi se développer et donner naissance à de véritables réseaux terroristes.

L'ISLAM TERRORISTE EN FRANCE

De tous les pays occidentaux, c'est la France qui a été, le plus tôt, confrontée au terrorisme islamique, sur son sol comme à l'étranger. Depuis plus d'un quart de siècle, ses services de police et de renseignement travaillent sur cette menace que Paris a été le premier à dénoncer comme le danger majeur du XXI^e siècle, sans être suivi, au début, par ses alliés. La confrontation de la France avec le terrorisme islamique a revêtu trois visages successifs et différents :

- les actions terroristes chiites impulsées par l'imam Khomeiny au cours des années 1980, manifestation du terrorisme d'Etat iranien ;
- les attentats de réseaux algériens, en prolongation du conflit ensanglantant leur pays, au cours des années 1990. Ces actes ont illustré une nouvelle collusion entre le terrorisme et le grand banditisme (réseau Khaled Khelkal notamment) ;
- les réseaux liés à la nouvelle dynamique Ben Laden, à partir des années 2000, dont certains sont solidement implantés au cœur de notre société, dans nos villes et dans nos banlieues.

Si au cours de la décennie 1980, le terrorisme islamique était exogène, au cours des années 1990 et 2000, les nouveaux réseaux djihadistes implantés sur notre territoire n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Depuis 15 ans, les connexions entre les banlieues, le terrorisme international, la criminalité et l'islam radical n'ont fait que se renforcer. Ce phénomène trouve son aboutissement avec la présence de ressortissants français dans les camps d'entraînement taliban en Bosnie et aux côtés d'Al-Qaeda, au Maroc, en Australie, en Tchétchénie et, plus récemment, en Irak.

L'adhésion de Français à la cause terroriste

La lutte contre le terrorisme islamiste, consécutive aux attentats du 11 septembre 2001 et à la campagne d'Afghanistan, a révélé l'existence de filières de recrutement djihadistes sur notre territoire, à Paris comme en province. Certes, le phénomène n'est pas nouveau. Le coup de filet commun des RG et de la DST dans les milieux islamistes proches du GIA, en 1993, avait donné lieu à 105 interpellations et à de nombreuses condamnations¹. Un an plus tard, la police découvrait qu'une partie des activistes du réseau ayant perpétré les attentats de Marrakech en 1994 avaient suivi un entraînement militaire en Asie centrale. Combien de jeunes des banlieues ont-ils séjourné dans les camps du djihad ? Quelles sont leurs motivations ? Que sont-ils devenus ? Les questions ne manquent pas. Il est essentiel de comprendre le processus qu'est susceptible de suivre un jeune Français épousant la cause islamiste.

La majorité des jeunes de nos banlieues n'accueille pas toujours les imams prédicateurs à bras ouverts, car ceux-ci prêchent des attitudes contraires à leur mode de vie

1 Cf. jugement du 13 septembre 1991. Il y eut aussi beaucoup de condamnations par défaut, les prévenus ayant quitté le territoire français, ce qui leur coûta généralement quelques années d'interdiction de séjour.

(femmes, voitures, argent, voire alcool et trafics). Les « barbus sectaires » touchent surtout les plus fragiles psychologiquement, ceux qui recherchent un idéal ou une structure de pensée les rassurant.

La population « travaillée » par les « prêcheurs de haine » n'est pas homogène ; elle se compose d'individus de différentes origines : des Français d'origine nord-africaine (beurs), des jeunes issus de couples mixtes, des Français de souche, convertis à l'islam - qui sont parfois les plus exaltés¹ - des Antillais² et des ressortissants nord-africains - algériens notamment - vivant ou séjournant dans nos banlieues. L'effet de la prédication sur ces jeunes entraîne des transformations fondamentales qui les conduisent à une adhésion intégrale à la religion du Prophète et à ses valeurs les plus intégristes, puis à une fuite en avant vers le prosélytisme, la lutte et le terrorisme. Tel a été le cas d'Hervé « Djamel » Loiseau, retrouvé mort dans les montagnes afghanes. Mais le plus souvent le jeune qui s'engage dans le djihad ne connaît en fait pas grand-chose à l'islam, si ce n'est les quelques versets que citent aussi les pourfendeurs de la religion du Prophète, pour dénoncer le caractère belliciste de cette religion.

Il importe également de comprendre que la double rhétorique "islam + combat" a un réel pouvoir d'attraction chez une certaine frange des jeunes de banlieue, en mal d'intégration ou en manque de repères. Cela apparaît comme une perspective exaltante qui leur permet de sortir de leurs "zones", de s'ouvrir l'horizon et de partir à l'aventure. Dans un prêche qui circulait en 2002 dans certaines mosquées, le prédicateur comparait la lutte armée à un loisir. « *Partir au djihad, c'est bien mieux que des vacances à Los Angeles. C'est l'aventure. Vous êtes nourris, blanchis, vous découvrez de somptueux paysages et en plus vous aidez vos frères³* ». La propagande est ainsi faite que les jeunes volontaires ont réellement le sentiment de s'en aller lutter, les armes à la main, pour le bien et contre le mal, à l'autre bout du monde. Cette vision romantique du djihad est bien loin de la réalité qu'ils vont rencontrer, car "le djihad n'a rien d'une rébellion généreuse (...) Tous ceux qui empruntent son chemin finissent derrière les barreaux⁴" ... dans le meilleur des cas.

L'intégration dans les circuits du djihad

Une telle démarche de "départ" pour un musulman n'a rien d'exceptionnel. C'est la *darwâ*, c'est-à-dire le devoir de prêche et d'extension de la religion. Bien sûr, tout croyant ne le fait pas. Mais, le départ en *darwâ* ne signifie pas l'intégration dans un groupuscule terroriste : il y a des étapes et des filtres. C'est le mouvement *Tabligh* qui a longtemps assuré l'essentiel du recrutement des futurs djihadistes. Le *Tabligh* n'est pas un mouvement terroriste, mais il prépare le terrain où peut se développer la violence. En effet, "La conversion à l'islam d'individus fragiles comporte indubitablement un risque de dérive terroriste⁵". Selon les policiers des Renseignements généraux, « il est certain que les convertis, déjà

¹ "Dans l'Essonne, les deux groupes radicaux à vocation terroriste détectés ces dernières années (réseau Ben Belli et réseau Beghal) comprenaient de nombreux convertis" (J.-M. Leclerc, *op. cit.*).

² L'islamisme touche largement les départements d'outre-mer français. On rencontre beaucoup d'Antillais dans l'entourage de Beghal et d'Aoudi. Ce sont souvent des individus manipulés. Il y a également une très forte communauté musulmane à St Denis de la Réunion.

³ Ali Laïdi et Ahmed Salam, *Djihad en Europe. Les filières du terrorisme islamique*, collection L'épreuve des faits, Seuil, Paris, 2002.

⁴ Stéphane Berthomet et Guillaume Bigot, *Le jour où la France tremblera. Terrorisme islamique : les vrais risques pour l'hexagone*, Ramsay, 2005, p. 66.

⁵ J.-M. Leclerc, *op. cit.*

imprégnés de l'intégrisme religieux du Tabligh, constituent un vivier où viennent piocher les islamistes djihadistes ».

Rejoindre le djihad n'est pas un acte individuel, mais collectif, celui d'une bande de camarades desœuvrés, qui s'autoconditionnent¹ et suivent un leader un peu plus déterminé ou entreprenant. La pression du groupe est un facteur-clé de cette démarche, comme l'expliquent S. Berthomet et G. Bigot : *"le groupe est plus fort que l'individu (...) le conformisme des adolescents est quasiment irrésistible"*².

Avant le démantèlement de ces filières par les services antiterroristes, les jeunes passaient d'abord par des camps organisant des stages de présélection. Ces camps étaient établis à Dieppe, Etretat, Fontainebleau, Rambouillet, Annecy, dans le Jura et dans les Alpes. Puis ils se rendaient à Londres, à la rencontre d'autres islamistes. Les ex-colonies britanniques du Moyen-Orient - Arabie saoudite, Pakistan, Soudan, Yémen, Egypte, etc. - étant parmi les pays les plus intégristes, la capitale du Royaume-Uni a joué longtemps le rôle de plaque tournante de l'islamisme en Occident ; d'où son surnom de « Londonistan ». De là, ils étaient envoyés approfondir leur connaissance du Coran dans des madrasas en Arabie saoudite, au Pakistan, au Soudan ou au Yémen. C'est par exemple le cheminement qu'a suivi Zaccarias Moussaoui³.

Une fois en terre d'islam, après quelques études religieuses, les plus exaltés étaient alors recrutés pour devenir des moudjahidines et dirigés vers des camps d'entraînement. Sur place, ils recevaient une formation très sommaire, ne tirant qu'une quinzaine de cartouches à la kalachnikov. Les savoir-faire opérationnels dispensés au cours des stages étaient relativement limités et davantage orientés vers la guérilla classique que vers le terrorisme. Ces séjours en camp avaient davantage pour but de conditionner les futurs combattants que de les former. Ils y faisaient de l'exercice physique, poursuivaient leur endoctrinement religieux et vivaient dans des conditions très spartiates (nourriture, hébergement).

Ces séjours furent mal vécus par une partie des jeunes de nos banlieues. Les conditions de vie y étaient difficiles et, dans la mesure où peu parlent correctement l'arabe, ils se trouvaient peu à peu marginalisés. Ils avaient le sentiment de ne rien faire, de ne rien apprendre et étaient interloqués par l'exaltation ambiante et les discours obscurantistes qui leur étaient tenus. Certains n'allaient pas plus loin et revenaient en France très déçus, ne voulant plus entendre parler de cet épisode. D'autres, restant cependant acquis à la cause islamique, acceptaient de jouer le rôle de courrier ou de porteur de valise, ou donnaient leurs passeports pour permettre aux terroristes de constituer leurs stocks de faux papiers : *« les convertis sont d'autant plus appréciés par les radicaux que leur nationalité française leur permet de franchir plus aisément les frontières et de servir d'hommes de paille pour la location de locaux ou la direction d'associations, d'apporter une aide logistique en matière d'hébergement, de transport*⁴ ».

Finalement, seule une partie de ceux qui sont allés dans les camps ont rejoint les rangs de l'internationale terroriste. Les plus déterminés, ceux ayant franchi le barrage des camps d'entraînement, étaient alors envoyés combattre dans les zones de conflit : ils étaient mis « à la disposition » de différents mouvements islamistes combattant en Bosnie, en Tchétchénie, en Algérie, etc. C'est alors qu'ils acquéraient véritablement leur expérience militaire. Mais là encore, un certain nombre de déconvenues survenaient. Une proportion significative de jeunes ayant participé aux combats en Algérie avec le Groupe salafiste pour

¹ Voir à ce sujet : Mark Sageman, *Understanding Terror Networks*, Pennsylvania University Press, Philadelphie, 2004.

² S. Berthomet et G. Bigot, *op. cit.*, p. 241.

³ Français arrêté aux Etats-Unis en août 2001 avant de pouvoir participer aux attentats du 11 septembre.

⁴ J.-M. Leclerc, *op. cit.*

la prédication et le combat (GSPC) en sont revenus dégoûtés devant le nombre d'exactions auxquelles ils ont assisté ou ont été forcés de participer : massacres de civils, de vieillards, de femmes et d'enfants. Ils ont été aussi choqués de l'homosexualité qui est très présente dans ce mouvement composé exclusivement d'hommes. La situation est différente pour ceux qui ont servi en Bosnie, car l'organisation, qui a longtemps été soutenue par les Américains, était bien meilleure. De nombreux Français ont également participé aux combats en Tchétchénie. Ce n'est qu'après de telles expériences opérationnelles que les plus valeureux et les plus loyaux étaient autorisés à intégrer les rangs de l'organisation Al-Qaeda ; mais ils y étaient encore surveillés, tant la suspicion de Ben Laden était grande.

Ceux qui sont parvenus au stade ultime du processus de sélection et d'instruction étaient beaucoup plus sérieusement formés. Souvent, ils sont devenus à leur tour aptes à essayer et à créer de nouvelles cellules de renseignement, d'action ou de logistique opérationnelle au profit de la cause islamiste.

Toutefois, malgré les difficultés évoquées, le volume de jeunes Français ayant rallié le camp d'Al-Qaeda n'est pas négligeable, ce qui est pour le moins alarmant. Les chiffres émanant des services de renseignement évoquent 300 à 500 individus. Mais rien ne permet de garantir qu'ils ne soient pas plus nombreux. En tout cas, ceux qui ont été arrêtés, ont tous fait la preuve de leur détermination de passer à l'action :

- Djamel Beghal, Franco-algérien arrêté le 28 juillet 2001 à Dubaï, préparait un attentat contre l'ambassade américaine à Paris ;
- Jérôme Courtailler, un autre Français de souche, a été arrêté en septembre 2001 aux Pays-Bas. Il est aujourd'hui aux mains de la justice britannique pour avoir préparé une série d'attentats au Royaume-Uni ;
- une filière « tchéchène », dirigée par le Français Menad Benchelali et l'Algérien Merouane Benahmed, a été identifiée et démantelée par la DST, fin 2002, à La Courneuve et à Romainville. Les suspects interpellés sont, pour la plupart, des vétérans ayant servi en Tchétchénie avant de rejoindre l'Europe. Ils sont accusés d'avoir eu l'intention de diligenter des attentats à l'aide d'armes chimiques fabriquées dans des camps situés dans le Kurdistan irakien. Leurs objectifs étaient la représentation diplomatique russe à Paris et des lieux publics à Londres.

La filière irakienne

Selon la DST, les jeunes Français issus de l'immigration, ne sont pas encore très nombreux à s'être rendus en Irak. Il est difficile d'en estimer le nombre, mais ils ne devraient pas être plus d'une dizaine. Aucun n'est encore revenu de ce périple : tous ont trouvé la mort ou ont été arrêtés par les Américains.

Redouane El-Hakim, 19 ans, est mort à Fallujah le 17 juillet 2004 et son frère Boubaker a été arrêté à la frontière syrienne. Tarek Ouini et un certain Karim - alias Abou Salman - sont morts le 17 septembre. Abdel Halim Badjoudj, 19 ans, est mort le 20 octobre dans un attentat suicide à Fallujah. Tous avaient fréquenté le même établissement scolaire dans le quartier de Curial-Cambrai dans le XIXe arrondissement de Paris et la mosquée Adda'wa de la rue de Tanger.

Fin janvier 2005, dans le cadre d'une enquête sur la filière irakienne, la DST et les RG ont démantelé un réseau d'islamistes dans ce même arrondissement. Le groupe neutralisé comprenait des Musulmans de Tunisie, d'Afrique subsaharienne et des convertis. Il était dirigé par un jeune prédicateur de 23 ans, lié à la structure parisienne du GSPC algérien, qui envoyait des jeunes du quartier se battre en Irak contre les Américains, malgré l'opposition de leurs parents.

Le retour de ces "irakiens" en France est la grande crainte de nos services de sécurité.

En Afghanistan, les islamistes étaient essentiellement entraînés pour le combat d'infanterie légère. Ceux qui reviendront d'Irak seront de parfaits terroristes urbains, prêts à diffuser ou appliquer sur notre territoire, les techniques acquises.

Le profil psychologique des terroristes

Comme on le voit, malheureusement, les exemples de djihadistes français ne manquent pas. Deux français d'Al-Qaeda méritent que l'on observe plus en détail leur parcours, afin de mieux cerner les profils psychologiques des jeunes convertis rejoignant le djihad.

Pierre Richard Robert - alias Yacoub - est né le 30 janvier 1972. Originaire de Chambon-Feugerolles, près de St-Etienne, il s'est converti à l'islam en 1990. Il a ensuite séjourné en Afghanistan en 1994, notamment au camp de Khalden, sur la frontière avec les zones tribales pakistanaises. Sur place, il a suivi un entraînement de plusieurs mois sous les ordres d'un Palestinien spécialiste des armes et des explosifs. En 1996, il s'est installé à Tanger. Il est marié à une Marocaine (Fatima) et père de deux enfants (Ibrahim et Salma).

Celui que les Marocains appellent « l'émir aux yeux bleus » purge actuellement une peine à perpétuité dans la prison marocaine de Kenitra : il serait en effet membre actif du Groupe islamiste des combattants marocains (GICM¹) et responsable des attentats de Casablanca du 16 mai 2003 qui ont fait 45 morts - dont 12 terroristes - et une centaine de blessés. Pierre Robert nie les charges portées contre lui, arguant d'une confusion faite avec un autre Français installé au Maroc, ancien d'Afghanistan, également surnommé Yacoub. Pourtant, lors des interrogatoires ayant suivi son arrestation, Robert a déclaré aux policiers marocains avoir envisagé une série d'attentats suicide en France, visant des sites soigneusement sélectionnés : une raffinerie de pétrole à Lyon, une synagogue à Paris, un *Fast Food* Mc Donald's, des camions de transport de plutonium, etc. Mais il aurait renoncé à ces actions pour participer au lancement de la lutte au Maroc.

Willie Virgile Brigitte, 36 ans, s'est converti à l'islam et est entré en contact avec des islamistes radicaux en banlieue parisienne ; il aurait ensuite séjourné au Yémen, avant de rentrer en France puis de repartir au Pakistan, où il aurait passé plusieurs mois dans un camp d'entraînement. Il a supervisé jusqu'en 2001 des entraînements destinés à des volontaires en partance pour l'Afghanistan en forêt de Fontainebleau. Ce Guadeloupéen a rejoint l'Afghanistan après les attentats du 11 septembre 2001, où il a combattu les forces armées américaines, avant d'être envoyé en Australie "pour une entreprise liée au terrorisme". En France, il est poursuivi dans le cadre de l'enquête sur un réseau de fourniture de faux papiers dont auraient pu bénéficier les assassins du commandant Massoud, chef de l'Alliance du Nord et héros en Afghanistan de la lutte contre les Taliban. Ce terroriste qualifié d'agent "important" du réseau islamiste international Al-Qaeda, a été expulsé d'Australie vers la France fin 2003. Les services de sécurité australiens - sur la base d'informations venant de Paris - ont neutralisé la cellule qu'il formait et qui envisageait une action contre leur pays. Ils estiment que Willie Brigitte, compte tenu de son entraînement et de sa connaissance des explosifs, formait des opérateurs locaux en vue d'attentats. Ils ont redouté, dans un premier temps, que Brigitte envisage une attaque contre la Coupe du monde de rugby, qui se déroulait alors. Des éléments ultérieurs laissent penser qu'il préparait en fait une attaque contre le réacteur nucléaire de Lucas Heights ou des sites militaires de la région de Sydney. Willie Brigitte était simplement muni d'un visa de touriste et s'était marié à une Australienne d'origine étrangère pendant son séjour à Sydney.

¹ Groupe également responsable des attentats du 11 mars 2004 à Madrid.

Ce phénomène de passage par les camps d'entraînement du djihad international n'est pas véritablement nouveau. Les deux Français d'origine marocaine, arrêtés suite à l'attentat de Marrakech en 1994, avaient déjà suivi un tel chemin et étaient passés par l'Afghanistan. Cela a été également le cas de Lionel Dumont et Christophe Caze, morts carbonisés dans l'incendie de leur appartement, en 1997, lors de leur confrontation armée avec la police. De même, le commando qui avait envisagé des attentats sur le marché de Noël de Strasbourg en 2000 - commando Meliani - était composé d'anciens stagiaires des camps d'Al-Qaeda en Bosnie et en Afghanistan. Ils étaient animés d'un sentiment farouche anti-occidental et antichrétien, et déterminés à faire beaucoup de victimes.

Le fait qu'un certain nombre de ressortissants français aient pu être arrêtés en Afghanistan n'a donc rien de surprenant. Après le 11 septembre, les jeunes islamistes français présents chez les Taliban ont fui les camps pour se réfugier dans les montagnes. Là, certains ont été livrés ou vendus par la population afghane, qui n'appréciait guère les volontaires étrangers. ¹Cela a été le cas de Samir Feraga, mort dans les montagnes de Tora Bora. D'autres ont été capturés par les Américains. Six islamistes français ont été retenus prisonniers à Guantanamo pendant plus de trente mois² ; quatre d'entre eux ont été libérés en juillet 2004 et ont regagné l'hexagone. Toutefois, on ignore leur « niveau » dans le circuit d'apprentissage terroriste car, d'après les policiers européens qui ont pu les approcher, ils parlent peu. Dommage, car leur témoignage pourrait apporter de nouveaux éclairages sur le processus de conditionnement de ces jeunes à partir de nos banlieues.

Si les exemples de terroristes convertis sont particulièrement édifiants, la majorité des recrues françaises du djihad sont d'origine immigrée. Il existe de nombreux traits communs entre ces jeunes gens ayant épousé la cause d'Al-Qaeda, même s'il est impossible de déterminer un profil-type de terroriste. Ces jeunes sont affectivement immatures mais paradoxalement très endurcis. Ils souffrent d'un fort sentiment de rejet, d'humiliation et n'ont plus aucun système de valeur cohérent. Dans l'un de ses ouvrages, Mohamed Sifaoui en offre une excellente description :

"Les terroristes issus de l'immigration ont vécu généralement une enfance difficile sous la férule d'un père souvent charismatique, intolérant, parfois violent, communiquant peu et mal avec son entourage familial, notamment avec ses enfants. Un père égoïste, mégalomane, méprisant avec sa ou ses épouses. Les mères se sont résignées à accepter les humeurs du mari et ont subi les pires humiliations pour ne pas subir la honte de la répudiation. Ces situations ont profondément marqué les jeunes et influent durablement sur leurs comportements.

Le fait d'avoir vécu sous la domination d'un père qu'on ne contredit jamais annihile tout esprit critique. En conséquence, quand leur chemin a croisé celui des idéologues possédant le charisme et les connaissances qu'ils n'avaient pas, ils sont passés d'un maître à l'autre. Ces idéologues leur ont transmis un savoir très sommaire grâce auquel ils imaginent dépasser leurs pères en matière de connaissances. Ainsi, ils sont à leur tour devenus ceux qui savent tout et ont toujours raison, prenant une revanche sur la vie, mais reproduisant, en l'accentuant, un schéma dont ils ont été victimes dans leur jeunesse"³.

Témoignage d'un Français d'Al-Qaeda

Les interviews de plusieurs jeunes des banlieues françaises sont assez édifiantes. Ils disent avoir été entraînés dans les camps militaires du Pakistan et d'Afghanistan. Le

¹ S. Berthomet et G. Bigot, *op. cit.*, p. 68.

² Il s'agit de Mourad Benchelalli - fils d'un imam de Venissieux - de Brahim Yadel - d'Aubervilliers - de Khaled Ben Mustapha, d'Imad Kanouni, de Ridouane Khalid et de Nizar Sassi.

³ Mohamed Sifaoui, *Lettre aux islamistes de France et de Navarre*, Le Cherche midi, Paris, 2004, pp. 82-83.

témoignage ci-dessous est celui d'un garçon n'ayant pas le profil d'un jeune désœuvré, en situation d'échec social. Au contraire, il est diplômé de l'enseignement supérieur et semble avoir choisi consciemment et librement la voie du *djihad*. Aujourd'hui, il reconnaît que cette voie n'était peut-être pas la meilleure, mais il ne renie pas pour autant ses engagements passés.

« J'ai toujours été impressionné par les histoires de combat que racontent ceux qui ont combattu les Soviétiques. Par exemple, celle-ci : une nuit, après un dîner frugal partagé avec les villageois qui les hébergeaient, les moudjahidines s'étaient rendus à la mosquée pour la prière du soir. Des hélicoptères soviétiques les ont alors attaqués à coup de roquettes et de mitrailleuses lourdes et ont mis ce paisible village à feu et à sang. Ils l'ont rasé en l'espace de quelques minutes, à l'exception de la mosquée et des personnes qui priaient à l'intérieur. À l'aube, les moudjahidines ont même découvert une bombe intacte au pied d'un des murs. Allah les avait protégés ! D'autres récits merveilleux accompagnent le *djihad* en Tchétchénie. Un combattant garde le souvenir de cadavres de moudjahidines tués au combat qui ne pourrissaient pas avec le temps. Il me disait que les stigmates de la mort avaient disparu des visages. Les morts semblaient endormis aux côtés de Dieu. J'ai vu de nombreuses scènes filmées d'assauts farouches contre des convois russes en Tchétchénie. Je savais que ces vidéos servaient pour l'endoctrinement des volontaires comme moi, mais je ne pouvais m'empêcher d'admirer le courage des combattants. Moi aussi, je voulais faire preuve de bravoure au combat pour lutter contre ceux qui opprimaient mes frères.

Mon engagement date de la guerre du Golfe (1991). J'ai été dégoûté par tant d'acharnement contre les Irakiens. Pourquoi utiliser la force contre des Arabes qui occupent un pays arabe alors qu'on ne fait rien depuis 50 ans contre l'occupation israélienne en Palestine ? Je me suis donc rendu dans une librairie musulmane pour acheter des livres afin de mieux apprécier la situation. J'ai fait la connaissance de « frères » qui m'ont proposé de me guider dans mon initiation. Ils m'ont invité à fréquenter une mosquée *Tabligh* dans la région lyonnaise. J'ai commencé par trois jours de *Darwâ*. J'allais à la rencontre des jeunes dans les cités pour leur parler de l'islam et les inviter à retrouver leurs racines musulmanes. J'ai beaucoup aimé faire cela. J'en ai donc redemandé pour une semaine. Me jugeant appliqué et surtout motivé, ils m'ont offert l'opportunité de partir à l'étranger pour m'immerger plus longuement dans un vrai milieu musulman. Je suis donc parti à Londres. Mon premier réflexe lorsque je suis arrivé là-bas a été de me rendre dans les mosquées réputées pour leur franc-parler comme celle de Finsbury. On peut y écouter des discours et des prêches qu'on n'entend pas en France. On parle plus librement d'Israël et des suites de la guerre du Golfe. J'ai pu ainsi rencontrer les disciples des grands savants religieux, notamment l'imam Abou Hamza, qui a beaucoup compté pour moi au début.

En Grande-Bretagne et même aux États-Unis, il existe des camps d'entraînement. J'ai ainsi personnellement participé à un exercice de survie dans la campagne anglaise. Un week-end, on nous avait déposés, avec d'autres gars que nous ne connaissions pas, à 200 kilomètres de Londres, sans un sou et sans le moindre papier d'identité. Nous étions par équipes de deux. L'exercice consistait à rentrer sur Londres, le plus sûrement et le plus rapidement possible, sans se faire remarquer et sans attirer l'attention de la police. Il fallait aussi se débrouiller pour se nourrir¹.

En 1994, on a commencé à nous parler de l'Afghanistan comme d'une destination pour des formations militaires. En 1996, beaucoup de mes amis partirent pour ce pays que l'on disait « libéré ». Un jour, j'ai été approché par des représentants de *Hizb Takfiri*, une secte qui critique tout et tout le monde. Ils m'ont proposé de me parrainer pour intégrer une *jama'at* (cellule). Au début, ils m'ont testé et m'ont fait commettre toutes sortes d'activités illégales pour alimenter notre cause : vols, recels, etc. Ils m'ont également demandé des choses plus ou moins élaborées, comme transmettre des missives, des faux documents à des « frères ». On a exigé de moi des repérages de certains sites, du trafic d'armes etc. Ils m'ont utilisé et manipulé sans scrupule, jusqu'au jour où je me suis rendu compte que j'étais complètement « grillé », repéré par la

1 Cet exercice paraît directement inspiré de l'un des tests de sélection ayant lieu au sein des forces spéciales britanniques (SAS).

police anglaise. J'avais le choix : soit je disparaissais - mais alors, j'avais besoin d'argent - soit je me sacrifiais totalement pour la cause. En fait, ils ont tout fait pour me couper toute possibilité de rebrousser chemin. Je suis tombé dans un véritable cercle vicieux d'où il est impossible de s'échapper.

On m'a donc proposé de partir en Afghanistan. J'ai accepté. A l'entrée de ces camps d'entraînement, seuls les meilleurs sont sélectionnés. Les autres sont renvoyés chez eux ou utilisés comme des leurres. Parmi les recrues sélectionnées, un deuxième tri est effectué : il y a d'un côté les parrainés, et de l'autre ceux qui se sont présentés sans être cooptés. A chacun correspond une affectation différente. Les combattants d'Al-Qaeda disposent de camps d'entraînement propres qui ne sont accessibles qu'aux individus cooptés par un, voire deux membres d'Al-Qaeda. Les autres sont dirigés vers des camps moins essentiels pour l'organisation, qui servent à filtrer et canaliser les « arrivages » suspects. Dans les camps d'Al-Qaeda, on enseigne la manière d'utiliser des armes de destruction massive, et comment les utiliser pour faire le plus de dégâts possible. Al-Qaeda recrute essentiellement des individus qui excellent dans une discipline militaire : le tir, le maniement d'explosifs, les armes blanches, les sports de combat, etc. Les personnes douées pour trouver de l'argent et des documents d'identité sont également appréciées et recherchées. A la fin de la préparation militaire, qui dure en moyenne trois à cinq mois, les combattants sont envoyés « au feu ». Objectif : mettre à l'épreuve leur degré d'engagement et surtout leur fiabilité vis-à-vis d'Al-Qaeda. De fait, beaucoup sont envoyés directement dans des conflits armés comme la Tchétchénie ou le Cachemire et servent de « chair à canon ». Ceux qui en reviennent indemnes font alors le serment d'adhésion à Al-Qaeda et sont traités comme des membres à part entière.

Lorsque tu prêtes serment, tu acceptes d'être, à vie, un soldat du *djihad* et tu fais une croix définitive sur la vie civile. Ce qui ne t'empêche pas de te marier et de fonder une famille. Seulement, servir la cause passe avant ta famille. Avant, on pouvait choisir sa destination. Aujourd'hui, c'est fini. Les volontaires n'ont plus le choix. C'est telle affectation, ou ils rentrent chez eux. Lorsque tu optes pour la vie d'un « afghan », on t'ordonne de couper tous les liens avec ta famille, tes amis. Dorénavant, ta famille ce sont tes « frères » qui partagent avec toi la même cause. Après ta formation militaire, tu pars vivre avec un guide religieux qui ne te quittera plus. Il sera là pour justifier ou blâmer tous tes actes. S'il ordonne une *fatwa*, quelle qu'elle soit, tu dois la suivre sans sourciller. S'il disparaît ou s'il meurt, c'est son disciple spirituel le plus proche qui le remplace.

Une grande partie des Arabes afghans qui ont fréquenté les camps de Ben Laden, au Soudan, en Somalie, au Yémen ou en Afghanistan ont disparu dans la nature. Certains sont réapparus lors de la guerre de Bosnie ou du Kosovo, mais beaucoup se sont totalement immergés dans leur pays d'origine, en Europe, voire en Amérique du Nord. Leur travail consiste à devenir de véritables « agents dormants », dont l'objectif est de repérer des cibles extrêmement sensibles et d'agir sur le long terme. Aujourd'hui, l'élite d'Al-Qaeda est constituée d'individus parfaitement insoupçonnables et d'un niveau social élevé. Ce n'est pas pour autant qu'ils négligent ou méprisent la base. Mais contrairement aux images d'une armée en déroute ou désordonnée que l'on veut bien montrer des combattants d'Al-Qaeda, les choses sont plus organisées que cela. Les hommes capables d'exploits comme ceux du 11 septembre, sont des *moukhs*, des « cerveaux ». Ils sont les plus aptes à définir les cibles. Mais Al-Qaeda se servira toujours de la base pour faire diversion.

Les autres soi-disant « afghans » (Loiseau, Beghal, Daoudi, etc.) ne sont que des leurres pour occuper et déstabiliser les services de renseignement occidentaux. Depuis les années 1980, Al-Qaeda a eu le temps d'essaimer et d'accueillir en son sein tous les salafistes, convaincus ou non. Car chez Ben Laden, il y a certes une dimension religieuse, mais quand on connaît le personnage et les nombreux combattants d'Al-Qaeda, il est évident que celle-ci est superficielle. Elle est un lien qui nous unit et nous ordonne de faire le *djihad*. C'est une motivation, mais l'essentiel du discours de Ben Laden est du ressort du nationalisme arabe. Ben Laden sait pertinemment que ce levier est extrêmement sensible dans la population arabe, parfois plus que l'islam des uns et des autres.

Aujourd'hui, les volontaires kamikazes se ramassent à la pelle. Lorsqu'ils s'adressent aux jeunes des banlieues françaises, certains recruteurs parmi les plus violents n'hésitent pas à leur dépeindre le tableau avec des arguments minables. « *L'organisation, disent-ils, te donne les moyens de foutre le bordel et en plus tu te fais du pognon au passage* ». Depuis le 11 septembre, les

services de renseignement occidentaux ont infiltré le *Tabligh*. En conséquence, il est de plus en plus difficile pour des jeunes musulmans de se rendre à l'étranger. Mais d'autres destinations, moins surveillées que le Pakistan ou l'Afghanistan, sont offertes aux candidats au voyage : l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, l'Inde, le Nigeria, la Mauritanie, le Mozambique, mais aussi l'Uruguay ou l'Argentine

J'ai connu des jeunes qui ont rejoint des camps de formation militaire, et pas seulement en Afghanistan. Ils en sont revenus transformés en vrais soldats. Mais, beaucoup pêchent par une pratique inégale de l'islam. Pour eux, le véritable islam est beaucoup trop contraignant : pas d'alcool, pas de cigarettes, pas de femmes, les cinq prières, l'étude du Coran, etc. Cependant, pour prouver leur engagement en faveur du *djihad*, la plupart sont prêts à se sacrifier et à devenir des martyrs.

De plus, certains afghans ont noué des contacts privilégiés en Europe, notamment à Belfast, avec des gens de l'IRA, ou en Espagne, avec l'ETA. Même si ils sont catholiques, il existe une sorte de fraternité des clandestins. On se respecte et on travaille beaucoup ensemble : achats de documents falsifiés, armes, logistiques... »¹.

Un tel parcours n'est pas isolé. Combien de jeunes ont-ils participé à l'aventure afghane ? Que font-ils depuis leur retour en France ? De nombreuses questions demeurent. Aujourd'hui, la principale tâche des services de police et de renseignement consiste à apporter des réponses à ces interrogations. Pour Alain Chouet, ancien chef du Service de renseignement de sécurité (SRS²) de la DGSE, nos banlieues demeurent des viviers de recrutement actif³. Selon le rapport des RG du 5 août 2003 « *la propension des nouveaux convertis à intégrer des groupuscules salafistes comporte, à terme, des risques de dérives extrémistes*⁴ ».

Au sein de la population islamiste de France, il est généralement estimé qu'environ 1% des individus sont prêts à s'engager ou à soutenir activement le *djihad*. Cela signifie que nous avons potentiellement 3 000 à 5 000 acteurs ou logisticiens au service de la cause terroriste, les services de police n'en ayant identifié qu'environ 10 à 15%. C'est énorme, même si cela ne représente que 0,05% de la population musulmane et 0,005% de la population française⁵.

¹ Ali Laïdi et Eric Denécé, « Les Français d'Al-Qaeda », in *Guerre secrète contre Al-Qaeda*, Ellipses, Paris, 2002.

² Direction chargée du contre-espionnage et du contre-terrorisme à l'extérieur du territoire national.

³ Christophe Dubois, *Le Parisien*, 10 décembre 2003, pp. 2-3.

⁴ J.-M. Leclerc, *op. cit.*

⁵ Ces chiffres ne sont que des évaluations statistiques et non la réalité. A titre de comparaison, nous avons vécu pendant près de 60 ans sous la menace potentielle de l'impressionnant potentiel militaire - conventionnel et nucléaire - de l'URSS, sans qu'aucune guerre Est/Ouest n'éclate.

LA POUSSÉE ISLAMISTE DANS LES ENTREPRISES

Lorsqu'elle ne débouche pas sur l'action violente, la montée en puissance de l'islamisme se traduit de plus en plus fréquemment par des attitudes virulentes de remise en cause du fonctionnement de la société française, sous couvert d'une liberté de culte devant être légitimement accordée aux pratiquants de la religion du Prophète, quel que soit le contexte, comme évoqué précédemment. Ces revendications ont lieu à l'école et dans les services publics, dans les hôpitaux et dans les prisons. Mais la pression islamiste s'exerce aussi dans les entreprises, principalement selon deux modalités : le prosélytisme militant et contestataire et le développement de trafics susceptibles d'alimenter la cause. Cela n'exclut nullement l'hypothèse d'attentats contre les acteurs économiques.

Du prosélytisme aux tentatives de prise de contrôle

Selon Yves Bertrand, ancien directeur des Renseignements généraux, *"le monde du travail est désormais visé, avec, comme cibles, certaines catégories de personnel. Il s'agit évidemment des plus modestes, comme les caissières, les manutentionnaires ou les chauffeurs-livreurs"*¹.

La stratégie comprend trois étapes : d'abord le prosélytisme religieux ; puis la prise de contrôle de la communauté musulmane au sein de l'entreprise ; enfin la remise en question des règles de fonctionnement de celle-ci pour imposer les valeurs islamiques.

La tactique est partout la même. Les islamistes formulent d'abord des demandes pouvant apparaître comme "légitimes" :

- création de salles de prières sur les lieux de travail,
- adaptation des pauses quotidiennes pour permettre la pratique religieuse,
- aménagement du temps de travail lors du Ramadan ou pour pouvoir disposer du vendredi comme jour chômé,
- respect des interdits alimentaires dans les restaurants d'entreprise.

Plusieurs enseignes de la grande distribution ainsi que des constructeurs automobiles ont ainsi constaté une multiplication des demandes de salles de prières sur les lieux de travail et des exigences des salariés voulant organiser leur emploi du temps en fonction des exigences de la vie religieuse.

Si ces premières démarches n'ont pas provoqué de réaction frontale de la direction ou des autres salariés, les islamistes passent alors à l'action plus ouverte et aux pressions :

- prosélytisme religieux actif sur le lieu de travail,
- rejet de certains produits (vin, porc) dans les restaurants d'entreprise lorsque la majorité des employés sont musulmans,
- pressions sur les femmes pour le port du voile,
- refus de certains salariés musulmans de reconnaître l'autorité de cadres quand il s'agit de femmes,

¹ Ch. Deloire et Ch. Dubois, *op.cit.*, p. 184.

- souhait de voir certaines fêtes religieuses islamiques chômées,
- prise de contrôle de certaines filières de recrutement au sein de l'entreprise.

Les exemples sont nombreux, même si encore peu d'entreprises acceptent de les évoquer ouvertement :

- une dizaine de salles de prières clandestines ont été découvertes à Eurodisney¹ ;
- en 2002, le président d'une société de fret à l'aéroport de Roissy, employant environ 3 000 salariés, s'était plaint auprès des RG de "l'implantation d'un petit groupe de confession musulmane décidé à imposer leur mode de travail sous la menace de grèves à répétition". Le personnel de manutention était particulièrement virulent. Le chef d'entreprise s'indignait que des recrutements soient effectués par cooptation avec un critère de sélection "en fonction de la religion". Il ajoutait que les attentats du 11 septembre avaient été "salués à l'époque avec satisfaction par certains de ses salariés"².
- Le secteur de la grande distribution apparaît comme le plus concerné :
- à Massy (Essonne) comme à Montbéliard (Doubs), les salariés islamistes de grandes surfaces ont converti d'autres salariés français. Ces nouveaux adeptes de l'islam sont désormais plus radicaux, exaltés et prosélytes que leurs « parrains » ;
- de nombreux hypermarchés observent que les employés les plus engagés dans le prosélytisme islamique cherchent systématiquement à occuper les postes qui se situent à des interfaces : standard téléphonique, chauffeurs-livreurs, coursiers, caissières (passage obligé), sécurité ; autant des fonctions qui permettent des échanges d'information, d'argent et de marchandises (surveillance, trafics détournement, etc).

Par ailleurs, les "beurettes" qui sont employées dans les grandes surfaces constituent la nouvelle cible des islamistes. En mars 2003, un cas se déclare dans l'hypermarché Auchan de Bagnole : *"Engagée en 1998, l'une des caissières convole en justes noces. Peu après elle revêt le voile. Par souci de compromis, la direction lui propose de porter un béret. Les dirigeants de cette enseigne Auchan veulent à tout prix éviter des éclats, dès lors que plus de la moitié des effectifs du magasin - huit cent cinquante personnes - sont d'origine maghrébine. Mais la dame en question, élue du comité d'entreprise sous l'étiquette CGT, refuse de céder (...). Il est donc décidé de l'affecter au standard pour éviter tout contact avec la clientèle"*³. La direction du supermarché Casino de Vaux-en-Velin a été moins hésitante : elle a licencié l'une de ses caissières refusant de retirer son voile pendant les heures de travail pour "non-respect du règlement intérieur"⁴. Parallèlement, dans un hypermarché de Livry-Gargan, deux caissières qui refusaient de porter le voile sont considérées comme étant séquestrées par leur famille. Elles n'ont donné aucune nouvelle depuis qu'elles ont quitté normalement leur emploi, un soir, et les appels répétés de leur employeur n'ont pas permis d'entrer en contact avec elles.

Derrière ces premières manifestations visibles de l'action islamiste, plusieurs dangers menacent les hypermarchés implantés à proximité des banlieues sensibles et employant une main d'œuvre d'origine immigrée ou issue de ces quartiers difficiles :

- sectarisme interne (prise en main d'une partie des salariés par les intégristes),
- apparition de salariées voilées et pressions pour « légaliser » le port du foulard,
- boycotts ou tentatives d'interdiction des produits alimentaires présents en rayon, liés aux interdits religieux ou à l'origine géographique des produits (Israël, Etats-Unis, etc.).

Dans ces banlieues sensibles, il est possible d'envisager à terme un dilemme pour les enseignes de la grande distribution, entre une certaine adaptation aux exigences de la

¹ Ch. Deloire et Ch. Dubois, *op.cit.*, p. 184.

² *Idem.*

³ *Ibid.*, p. 183.

⁴ *Idem.*

clientèle musulmane et le risque de voir grandir la concurrence des commerces ethniques.

Les sociétés de sécurité sont également une cible privilégiée pour les islamistes. Deux raisons à cela : tout d'abord, le faible niveau de qualification demandé pour les tâches de gardiennage permet aux immigrés sans diplôme d'y trouver un débouché ; d'autre part, en raison de l'*Affirmative Action* qui a fait son chemin en France, les entreprises de sécurité se doivent de recruter en priorité des individus issus des minorités (« beurs et blacks ») afin que leurs agents de sécurité ne se fassent pas taxer de racisme lors des contrôles. En conséquence, certaines sociétés de sécurité sont complètement infiltrées par des islamistes - Eurodisney en a été l'exemple - ou des réseaux de délinquants liés à l'immigration. Ce "contrôle" du recrutement leur permet de trouver un emploi aux membres de leur réseau - souvent sous une fausse identité - de prétendre au chômage, voire d'approcher des sites sensibles (aéroports notamment). De récentes enquêtes exercées à l'encontre de sociétés sous-traitantes de la grande distribution ont permis d'évaluer que dans 30% des cas, les agents de sécurité travaillaient avec de faux papiers. C'est un sujet d'inquiétude des responsables de sécurité du secteur, qui passent désormais autant de temps à surveiller leur propres vigiles sous-traitants que les délinquants présents dans leurs magasins.

La montée en puissance du phénomène islamiste ne concerne pas exclusivement le secteur privé. Il se manifeste également dans la fonction publique, les collectivités territoriales et les associations. En 2002, la mairie de Montreuil a été confrontée à deux animatrices de centres de loisirs qui venaient travailler voilées. Le maire a discuté avec elles, mais elles n'ont pas voulu enlever le voile. "*Nous les avons licenciées. Depuis je n'en ai plus eu*"¹. De même, le Secours catholique est confronté de plus en plus fréquemment à des SDF musulmans créant des problèmes car ils exigent le respect de leurs interdits alimentaires, alors même qu'ils viennent recevoir l'aide d'une organisation confessionnelle chrétienne.

Pour les entreprises françaises, la montée en puissance de l'islam radical représente une nouvelle menace qui doit être assimilée à un risque sectaire davantage que contestataire. Certes l'islam est en train de remplacer la CGT comme soutien des salariés musulmans dans leurs revendications contre la hiérarchie². Mais ce phénomène exprime surtout une volonté de prise de contrôle des comportements et des modes de pensée d'autres salariés afin d'imposer un système de valeur conforme à l'idéologie religieuse extrémiste qu'il préconise. Il présente toutes les caractéristiques des dangers propres aux sociétés fermées à caractère prosélyte voulant imposer leurs règles au détriment des lois et coutumes ambiantes. L'islamisme peut ainsi menacer l'intégrité de l'entreprise ; il doit donc être traité de la même manière que les risques représentés par l'église de scientologie ou les autres sectes.

Des micro-traffics au gangsterrorisme : les dérives de type criminel

Parallèlement à ces risques de type sectaire, on observe la multiplication de pratiques criminelles dans l'enceinte des entreprises. Ces activités illicites connaissent un accroissement préoccupant du fait de la présence, dans nos banlieues, d'individus revenus déçus des camps d'Al-Qaeda. Ne croyant plus désormais ni en leurs chances d'intégration dans la société française, ni en la possibilité de voir l'islam leur offrir une alternative attrayante, ils « sombrent » dans la délinquance et les dérives mafieuses, s'alliant ou s'opposant, selon leurs intérêts, avec les islamistes des quartiers sensibles.

¹ Ch. Deloire et Ch. Dubois, *op.cit.*, p. 186.

² Le paradoxe est que cette centrale syndicale qui est souvent à l'origine de leur entrée dans l'entreprise se voit désormais concurrencée par cette nouvelle force.

Dans ce contexte, les entreprises - notamment la grande distribution et le transport - leurs locaux et bien sûr les salariés sont à la fois théâtres et enjeux des pratiques criminelles. Celles-ci nuisent à leur image comme à leur réputation, et perturbent le bon déroulement de leurs activités (recrutement, accueil de la clientèle) et impactent sur leur marge (coût des vols et de la sécurité).

Les pratiques criminelles revêtent plusieurs formes :

- vol de produits dans les stocks de l'entreprise ;
- cambriolage ou agression contre l'entreprise, ses fournisseurs ou les transporteurs de fonds grâce à des informations provenant de l'interne ou d'entreprises sous-traitantes dans lesquelles se trouvent des informateurs : gardiennage, nettoyage, restauration, transports ;
- détournement de fonds : une personne chargée des encaissements dans un magasin n'enregistre pas certaine des ventes réalisées en liquide. Elle conserve la somme versée par le client, qui ne reçoit pas de ticket de caisse. La disparition du produit est alors attribuée à du vol en rayon ;
- détournement et falsification de chèques ;
- trafic de cartes de paiement ou de fidélité ;
- escroqueries sur les crédits à la consommation.

Ces pratiques criminelles ont deux finalités : d'une part, la délinquance utilisant l'islam comme prétexte ; d'autre part, le financement local du terrorisme. La délinquance d'origine communautariste concerne essentiellement des vols à des fins familiales ou des opérations d'enrichissement personnel. Elles sont à l'origine du développement d'une véritable économie parallèle dans les banlieues sensibles, dans lesquelles les contrôles de police sont particulièrement difficiles. Elles donnent également lieu à une intense contrebande, principalement avec l'Algérie (*Trabendo*).

L'opacité de la filière halal

Les nombreux trafics que l'on voit se développer vont jusqu'à toucher la filière de la viande halal. Il existe en effet en France plus de 2 500 boucheries, fast-food, pizzerias et commerces halal. Le halal représente un dixième du volume de la viande consommée en France et ce marché connaît une progression supérieure à 10% depuis 1988. Aujourd'hui, 15% des produits carnés vendus à Rungis sont halal, soit 40 000 tonnes par an. Les hypermarchés et supermarchés qui représentent environ 20% de la distribution halal (contre 80% aux boucheries spécialisées) ont développé une offre adaptée à leurs zones de chalandise : c'est en particulier le cas de Carrefour, Auchan et Franprix. Cette activité, qui n'était au départ qu'une niche commerciale, devient peu à peu un marché significatif¹.

A l'heure actuelle, seules trois mosquées - Paris, Lyon et Evry - sont habilitées à délivrer des cartes de sacrificateurs autorisant à égorger les bêtes selon le rite musulman. En échange, elles perçoivent environ 150 euros par carte et par an. Environ 500 cartes sont accordées chaque année. Ce sont des revenus qu'elles ne souhaitent pas partager. Par ailleurs, selon la Direction de la répression des fraudes du ministère de l'Economie, les associations islamiques perçoivent une redevance pour chaque kilo de produit certifié halal et collectent ainsi des montants importants. Avec un surcoût au kilo estimé entre 3 et 15 centimes d'euros, la somme totale pourrait atteindre 45 millions d'euros.

Le Conseil français du culte musulman (CFCM) a créé une commission halal chargée de proposer des solutions pour organiser ce marché opaque où la fraude est marché

¹ D. Chapuis, *op. cit.*

courant¹. Il serait extrêmement dommageable pour cette filière économique qu'une partie de ses revenus, même occulte, soit détournée afin de financer des activités liées au crime ou au djihad.

Une contribution ponctuelle au financement du djihad

Tous ces financements occultes, trafics et opérations illicites peuvent servir, au même titre que les braquages, le trafic de drogue ou l'impôt révolutionnaire, à financer des cellules djihadistes locales ou des mouvements terroristes étrangers (notamment algériens et marocains). C'est ce que les policiers appellent le gangsterrorisme, c'est-à-dire un mélange entre l'intégrisme et la voyoutocratie. C'est une nouvelle forme de délinquance ayant pour objectif la constitution d'un butin au nom du djihad (*Ghanina*).

Une des illustrations de cette pratique a été donnée avec le cas d'Hassan Batoumi, membre français du GICM, arrêté par la DST début 2005. Né à Agadir, âgé de 38 ans et résidant au Val Fourré de Mantes-la-Jolie (Yvelines), Batoumi serait l'un des principaux responsables logistiques du GICM en Europe². Il se livrait au trafic de faux passeports et à des escroqueries au crédit, pour assurer le financement de la cause et son propre train de vie. La création de sociétés fictives lui permettait d'obtenir des prêts bancaires, grâce auxquels il achetait des voitures qu'il revendait aussitôt. Il ne remboursait jamais les prêts, car il mettait ses sociétés en liquidation judiciaire. Cela lui permettait de dégager des bénéfices substantiels³.

Cependant, les principales sources de financement des opérations terroristes ne proviennent pas de l'argent volé aux entreprises. En 1997, une étude menée dans le quartier du Val d'Argent, à Argenteuil (Val d'Oise), a évalué à 2 750 000 euros les bénéfices dégagés par les trafics d'héroïne et de cannabis⁴. A titre de comparaison, la vague d'attentats de Paris de 1995 a coûté 23 000 euros⁵ et les attentats du 11 septembre 2001, approximativement 175 000 dollars.

Les risques d'attentat

La multiplication des pratiques criminelles n'exclut nullement l'hypothèse d'attentats contre les acteurs économiques ou en utilisant certains de leurs moyens, même si le risque d'occurrence de tels événements reste faible. Cependant, face aux menaces terroristes, la sécurisation des centres commerciaux et des entreprises de transport est une priorité aussi bien pour les acteurs économiques concernés que pour les services de l'Etat.

Le but des terroristes étant de faire le plus grand nombre de victimes avec le maximum de publicité, il ne faut pas écarter l'hypothèse d'un attentat à l'explosif ou à l'aide de substances chimiques dans un hypermarché ou sa galerie marchande. La concentration de population, notamment à l'occasion d'animations commerciales majeures (rentrée des classes, Noël, etc.) est susceptible d'en faire un objectif d'intérêt majeur pour les djihadistes.

¹ D. Chapuis, *op. cit.*

² Cette cellule francilienne, qui a contribué à la logistique des attentats de Madrid, s'est constituée dès les années 1990 sous l'influence d'un imam marocain, aujourd'hui expulsé de France.

³ Jean Chichizola, « L'islamiste escroquait la banque pour la cause », *Le Figaro*, 18 février 2005, p. 9.

⁴ S. Berthomet et G. Bigot, *op. cit.*, p. 257.

⁵ *Ibid.*, p. 255.

Plusieurs bombes savamment placées dans ces « temples de la consommation occidentale » pourraient provoquer de très gros dégâts humains et matériels. Ces très grandes surfaces, d'une superficie allant de 5 000 m² à 20 000 m², comptent en ces occasions un ratio minimal d'une personne au m². Par ailleurs, il a été possible de constater, lors d'incendies récents, ce qui pourrait advenir dans ces structures architecturales en cas d'attentat : écroulement du toit, fort risque d'explosions en chaîne dans les rayons proposant à la vente des substances chimiques (produits d'entretien et de bricolage), phénomènes de paniques accentués en raison de la concentration de population, sorties de secours parfois bloquées pour empêcher les vols à l'occasion de l'évacuation des locaux, etc.

D'autre part, la vigilance reste de mise dans les entreprises de transport, notamment celles convoyant des matières dangereuses. Comme l'illustre quotidiennement la situation en Irak, l'attentat au moyen de camions-citernes est devenu l'un des moyens d'action favoris des terroristes, en raison de sa très grande efficacité (plusieurs dizaines de morts à chaque fois). En conséquence, le contrôle du parc de véhicules et du recrutement des employés dans les entreprises du secteur est une tâche d'une importance essentielle.

ENSEIGNEMENTS

La montée en puissance de l'islam radical est essentiellement concentrée dans les banlieues françaises les plus sensibles. Au cours des trois dernières décennies, la France a laissé ses quartiers déshérités devenir de véritables barils de poudre. Misère, ghettoïsation, culture de la violence, avènement d'une économie parallèle : de nombreux facteurs se sont accumulés et ont rendu la situation des banlieues explosive. Dans ces zones de non droit, le fondamentalisme s'est servi de la carence de l'Etat, car il prolifère partout où existe de la frustration¹.

La progression de l'islamisme est par ailleurs directement liée aux problèmes d'intégration d'individus d'origine immigrée et plus largement aux difficultés économiques - voire existentielles - qui touchent une certaine frange de la jeunesse actuelle. L'islam radical paraît offrir de nouveaux repères ainsi qu'une raison de s'engager à des individus souvent déphasés, essentiellement des hommes, majoritairement en situation d'échec scolaire et professionnel, mais également parfois, à des jeunes diplômés.

Ainsi, de plus en plus fréquemment, des intégristes islamistes se consacrent à la remise en cause des lois et coutumes de la société française pour y substituer leurs pratiques traditionnelles, en totale opposition avec nos institutions démocratiques et laïques. Ces actions ont lieu aussi bien dans la sphère économique que sociale. Elles se font progressivement afin de tester les réactions de la société française et de permettre peu à peu aux différentes initiatives d'aboutir, sans déclencher de phénomène de rejet. Car notre pays a la chance de ne pas avoir été encore victime d'un attentat terroriste majeur, comme l'ont connu nos voisins espagnols et britanniques.

Si le raccourci « musulman = terroriste » est à bannir, celui « islamiste = terroriste » est chaque jour plus vrai. Il n'y a pas de barrière étanche entre l'islam fondamentaliste et le djihadisme. L'adhésion à l'intégrisme débouche de plus en plus fréquemment sur un engagement dans le djihad et il y a toujours un prédicateur à l'origine d'un passage à l'acte terroriste.

Mais l'islamisme n'est pas l'islam. Il en est une dérive idéologique, fasciste et obscurantiste. L'essentiel de la communauté musulmane de France aspire à s'intégrer socialement et économiquement². Elle réproouve la minorité de ses coreligionnaires engagés dans l'extrémisme religieux ou ceux qui ont choisi la voie du terrorisme et du djihad contre l'Occident. La faible proportion d'islamistes parmi la communauté musulmane française (5 à 10%) devrait rassurer. Cependant leur activisme virulent, leurs tentatives fructueuses de prendre en main l'ensemble de la communauté pour lui imposer ses vues et sa doctrine inquiètent, au contraire.

Au début des années 1960, en pleine révolte des ghettos noirs, le maire de Philadelphie déclarait : « *les frontières de l'Etat passent désormais à l'intérieur des villes* ». Vision

¹ S. Berthomet et G. Bigot, *op. cit.*, p. 60.

² Aujourd'hui, seule 15% de la population immigrée venant de pays de confession musulmane se dit pratiquante et plus de la moitié des Français d'origine algérienne déclarent ne pas avoir de religion ou ne pas être pratiquants.

prémonitoire. Les différences religieuses se sont transformées en lignes de fracture observables dans nos agglomérations. Déjà, les événements de la guerre du Golfe, en 1991, avaient conduit nos politiques à prendre en considération l'opinion de l'importante communauté musulmane française. Le soutien d'une partie - même faible - des Musulmans de France à la cause de Ben Laden et les violences interreligieuses liées au conflit israélo-palestinien, qui surviennent sporadiquement en France, sont des manifestations préoccupantes de cette fracture.

Ces fractures ne sont pas irrémédiables. Il importe cependant de les traiter de manière adaptée pour maintenir la cohésion et la sécurité de la nation. Les autorités doivent se pencher très sérieusement sur l'évolution du malaise de nos banlieues et la pratique de l'islam en France, afin de bannir les idéologues sectaires qui contaminent du virus de la haine de l'Occident certains jeunes des banlieues en mal de repères.

Eric Denécé
Septembre 2005

GLOSSAIRE

Afghans arabes	Islamistes du Moyen-Orient ou d’Afrique du Nord qui se sont rendus en Afghanistan pour prendre part au djihad contre l’armée soviétique.
Burqa	Robe traditionnelle des femmes du Moyen-Orient, couvrant la tête et tout le corps.
Charia	Loi islamique fondée sur les préceptes du Coran.
Communautarisme	Repli des communautés ethno-linguistiques sur elles-mêmes, entraînant un cloisonnement de la société.
Darwâ	Devoir de prêcher et d’extension de la religion islamique. Démarche très liée au salafisme. La démarche islamique de conversion n'a pas pour finalité la conquête du pouvoir. Son but primordial est la préservation de l'identité musulmane, de la foi islamique et de l'ordre moral face aux forces de l’incroyance.
Djihadisme	Doctrine révolutionnaire fondée sur le salafisme, débouchant sur un engagement armé pour la défense et la promotion de l’islam. La lutte armée islamique possède trois variantes : interne (combat contre les régimes musulmans considérés comme impies) ; irrédentiste (délivrance d'un territoire gouverné ou occupé par des non-musulmans) ; et globale (combat contre l'Occident).
Fatwâ	Décret religieux.
Ghanina	Constitution d'un butin au nom du djihad (y compris par des moyens criminels).
Islamisme	Tendance fondamentaliste de l’islam idéologisant la religion.
Kaplan	Mouvement islamiste turc présent en Europe occidentale, notamment en Allemagne, où il est considéré comme l'un des plus dangereux réseaux islamistes implantés dans ce pays. Certains de ses membres se sont manifestés dans la préparation d'attentats en Turquie et sont liés à Al-Qaeda. L'organisation est interdite sur le sol allemand depuis le 12 décembre 2001, mais y poursuit néanmoins ses activités.
Madrasa	Ecole religieuse musulmane (pas nécessairement coranique).
Salafisme	Doctrine religieuse empêchant toute réforme et toute évolution de l’islam pour en rester à une lecture littérale et archaïque des textes. Le salafisme, même dans sa version la plus modérée, demeure

l'expression la plus rigoriste et la plus obscurantiste de l'islam sunnite et exclut, d'emblée, toute interprétation nécessaire à l'adaptation à la modernité d'un environnement occidental.

Tabligh	Organisation prosélyte islamique, d'origine indo-pakistanaise, qui pousse les Musulmans à revenir à la pratique de la religion et qui cherche à convertir les autres.
Trabendo	Contrebande et petits trafics, en Algérie ou entre la France et l'Algérie.
Uléma	Théologien. Savant religieux capable d'enseigner le Coran.
Wahhabisme	Pratique fondamentaliste, puritaine et rigoriste de l'islam, prêchée aux tribus d'Arabie par Mohamed Abdel Wahhab (1703-1787). Wahhab fut le mentor et l'allié d'Ibn Séoud, fondateur de la dynastie saoudienne.

Les termes **fondamentalisme**, **radicalisme** et **intégrisme** désignent tous les trois la tendance dogmatique de la religion, souvent liée à une interprétation littérale et archaïque des écritures, rejetant toute évolution.



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

17 Square Edouard VII, 75009 Paris - France

Tél. : 33 1 53 43 92 44 Fax : 33 1 53 43 92 92 www.cf2r.org

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIRET n° 453 441 602 000 19